



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DSSP-025-198

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n°93-DDPP-25 portant prescriptions complémentaires
Société SOFOREC à Andrézieux-Bouthéon (42160)**

Le préfet de la Loire

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 512-20 et R. 181-45 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°106-DDPP-22 du 11/03/2022 autorisant la société SOFOREC à exploiter une installation de tri transit et traitement de déchets non dangereux de métaux sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon, ZAC des Volons ;

Vu l'étude acoustique de la Zone des Volons réalisée par le bureau d'études Ouest Acoustique, rapport référencé 23-04-002 du 06/12/2023 ;

Vu le rapport de mesurage acoustique du bureau d'études VENATECH 24-24-60-00224-01-A-SPI du 09/07/2024 ;

Vu les plaintes visant la société SOFOREC concernant les nuisances sonores subies par l'exploitation de cette installation, en particulier les 41 plaintes reçues entre le mois de juillet 2024 et le mois de janvier 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 30 janvier 2025 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 4 mars 2025 au cours de laquelle l'exploitant a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été adressé ;

Considérant qu'en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code ;

Considérant que l'article L. 511-1 dresse la liste des intérêts visés par l'application du titre I du livre V et que la commodité du voisinage est expressément citée ;

Considérant qu'au vu du nombre et de la répétition des plaintes émanant du voisinage de la société SOFOREC, cette installation présente des inconvénients qui portent atteinte à la commodité du voisinage ;

Considérant en conséquence que le Préfet est fondé à prescrire à la société SOFOREC toute évaluation et disposition nécessaires pour remédier aux inconvénients de l'installation portant atteinte à la commodité du voisinage en tant qu'intérêt visé par l'article L. 511-1 ;

Considérant que les évaluations et dispositions prescrites ont pour objet de mieux caractériser les sources de bruit de l'installation et de proposer des solutions adaptées pour chaque source identifiée ;

Considérant qu'il est attendu de la réalisation de ces prescriptions une réduction des nuisances sonores pour le voisinage et donc des inconvénients de l'installation portant atteinte à la commodité du voisinage ;

Considérant que la société SOFOREC a transmis des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, en particulier :

- les prescriptions complémentaires ne peuvent être prises que si elles sont nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
- les prescriptions complémentaires doivent être proportionnées aux nuisances potentielles,
- que le respect des niveaux sonores réglementaires suffit à justifier de l'absence de nuisances,
- qu'en conséquence, les prescriptions complémentaires sont disproportionnées.

Considérant néanmoins que les niveaux sonores réglementaires constituent des niveaux moyens sur une période donnée et ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble des bruits émis, et notamment des pics de bruits particulièrement gênants pour les riverains qui dépassent ponctuellement les niveaux sonores réglementaires ;

Considérant que l'étude acoustique de la Zone des Volons réalisée par le bureau d'études Ouest Acoustique, rapport référencé 23-04-002 du 06/12/2023 précise concernant les bruits impulsifs (pics de bruit) de type bruits de chutes de pièces métalliques « *De part, leur signature fréquentielle, leur intensité et leur durée d'apparition, ces sources de bruits peuvent engendrer un impact non négligeable au niveau du voisinage et créer un inconfort* » ;

Considérant que les résultats des mesures effectuées dans le cadre de cette étude montre que les bruits impulsifs en particulier ceux liés au triage des pièces métalliques présentent un niveau global de 105,5 dB(A) caractérisant une nuisance acoustique notable, bien que le niveau sonore moyen équivalent (indicateur réglementaire) soit conforme ;

Considérant en conséquence que le seul respect des niveaux réglementaires ne peut suffire à justifier de l'absence de nuisances ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

Article 1^{er} – Identification

La société SOFOREC (SIRET 31122133700034), est tenue de mettre en œuvre, pour son installation située rue André Richard – ZAC des Volons – 42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON, les prescriptions définies dans le présent arrêté.

Article 2 – Plan de gestion des émissions sonores

L'exploitant procède à la caractérisation des émissions sonores, en identifiant précisément les sources de bruit de son installation.

Pour chaque source de bruit identifiée, il propose et met en œuvre une ou plusieurs solutions adaptées en vue de réduire les émissions sonores, notamment les bruits impulsifs à l'origine des plaintes.

L'exploitant rend compte des sources identifiées et des solutions proposées et/ou mises en œuvre au travers d'un plan de gestion des émissions sonores transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3 – Mesures en continu des niveaux sonores

L'exploitant met en place une instrumentation fixe durant 1 mois permettant de mesurer les niveaux sonores en continu sur le site sur un temps long. Ces mesures en temps réel permettront la mise en relation des activités et des niveaux sonores.

La société SOFOREC transmet à l'inspection sous 1 délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, un programme d'instrumentation avec le nombre et la localisation des instrumentations fixes proposées.

Un bilan des mesures effectuées et des résultats obtenus est réalisé par un organisme compétent en matière de nuisances acoustiques et transmis à l'inspection des installations classées dans le délai de 2 mois suivants la fin des mesures.

Il devra permettre d'évaluer la conformité des émissions sonores de l'installation à différents pas de temps et de proposer le cas échéant des indicateurs événementiels plus adaptés à la gêne ressentie.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de LYON :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard – 42014 Saint-Etienne cedex 02 et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de juridiction administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 5 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le

présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire d'Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Etienne, le **16 AVR. 2025**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Dominique SCHUFFENECKER

Copie :

- Société SOFOREC
- DREAL 42
- Mairie d'Andrézieux-Bouthéon
- Archives
- Chrono